Questions orales

[Traduction]

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Non, monsieur le Président, le député n'a pas raison de dire que j'étais au courant. Je répète que les renseignements que nous recevons de l'étranger ont été transmis. J'en reviens au fait qu'il faut des épreuves. J'imagine qu'il y aurait peut-être intérêt à ce que nous soumettions tous les vins à des épreuves de précommercialisation avant leur entrée au Canada.

J'en reviens en particulier au dépistage du diéthylèneglycol, épreuve qui a été effectuée après ce qu'on a appelé le premier incident autrichien. Le Québec s'est occupé de ce dépistage. Le Québec et l'Ontario sont les seules provinces ayant des laboratoires indépendants. Toutes les autres provinces s'adressent soit aux laboratoires de l'Ontario ou du Québec, soit aux nôtres, soit à des laboratoires privés. Même jusqu'au 16 octobre, ces épreuves n'étaient pas du tout concluantes. C'est à ce moment-là que le gouvernement de la province de Québec, par l'intermédiaire de la Société des Alcools du Québec, nous a approchés et l'Ontario aussi, pour demander de pousser les épreuves pour voir si nous pourrions corroborer des résultats qui alors n'étaient absolument pas concluants.

Je rappellerai également au député que . . .

M. le Président: A l'ordre. Cela tourne au discours.

[Français]

ON DEMANDE QUE LES PRODUITS SOIENT TESTÉS À LEUR
ENTRÉE AU PAYS

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, s'il devient important aujourd'hui de retirer un vin du marché, il devenait aussi important il y a un mois de l'enlever du marché, alors qu'on croyait qu'il pouvait être dangereux pour la consommation.

Ce que je veux demander au ministre, c'est ceci: Peut-il nous assurer que, dorénavant, les produits seront testés à l'entrée, de façon à nous assurer que des vins impropres à la consommation ne se retrouvent pas sur les tablettes au pays et ne soient pas accessibles aux consommateurs canadiens?

[Traduction]

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je suis soucieux, comme le député l'est sans doute également, que ces vins importés ne soient pas adultérés. Je lui dirai donc que c'est pour cette raison justement que la réunion du 21 novembre a été convoquée. C'est pour voir quel autre système il y a lieu d'instaurer pour faire en sorte de combler les lacunes qui pourraient exister et pour voir qui doit en être chargé. Voilà pourquoi nous avons adopté la voie de la collaboration avec les régies. Elles collaborent avec nous. Je pense qu'après le 21 novembre, même avec l'évolution qui pourra avoir lieu ensuite, nous aurons fait le nécessaire pour que rien ne soit épargné du côté des efforts à faire et de la collaboration, dans la mesure des connaissances dont nous disposons dans ces domaines, et que tout ce qu'il est possible de faire soit fait.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES EXPORTATIONS DE MATÉRIEL MILITAIRE

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le document sur la loi et les politiques régissant les exportations du Canada était en vigueur jusqu'à ce qu'il soit modifié, le 1^{er} mars cette année. Le ministre pourrait-il confirmer qu'il a levé, dans la version modifiée de ce guide politique, les restrictions interdisant la vente de matériel militaire à des régimes tout à fait opposés aux valeurs que nous défendons, surtout quand ils utilisent ce matériel contre des civils? Le ministre a-t-il levé de telles restrictions et, dans l'affirmative, pour quelles raisons?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, il faudra que je lise la version du document dont parle le député.

Je profite de l'occasion pour répéter ce que j'ai demandé au député, il y a environ six mois, lorsqu'il a posé certaines questions concernant le contrôle de nos exportations. Je lui avais fait remarquer qu'il avait abordé des questions fort importantes. Je les ai passées en revue et je continue actuellement de le faire. Je lui avais demandé de me faire part de ses suggestions. Il a observé le mutisme le plus complet depuis ce temps-là.

M. Riis: Je ne manquerai certes pas de remettre ma liste au secrétaire d'État aux Affaires extérieures plus tard, aujourd'hui, pour qu'il sache mieux de quoi je parle.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Le 18 juin dernier, date dont vient de parler le ministre, il a déclaré que son gouvernement et lui-même avaient fait savoir aux autorités chiliennes qu'ils trouvaient leurs mesures réprimandées. Pourtant, avant le 1^{er} mars cette année, le ministre a autorisé l'exportation au Chili de plus de 6 millions de dollars de matériel militaire. Le ministre a-t-il violé la politique des exportations en vigueur jusqu'ici? A-t-il modifié cette politique pour légitimer la vente de matériel militaire à des pays comme le Chili?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur le Président. Mais je crois, par contre, qu'on a violé un principe élémentaire en matière de responsabilités à la Chambre des communes. Les députés néo-démocrates, y compris le député de Kamloops-Shuswap, ont passé le plus clair de leur temps à demander au gouvernement d'agir. Sur tout un éventail de domaines, nous leur avons demandé, à eux et aux autres députés de l'opposition, de nous aider à trancher certaines questions difficiles et importantes s'ils étaient plus intéressés par ces questions que par les manchettes des journaux. Je répète donc que j'ai fait une telle offre au Nouveau parti démocratique qui a observé le mutisme le plus complet, sauf pour tenir des propos irresponsables.